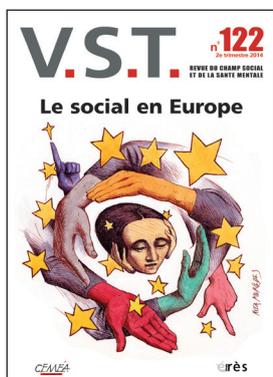


Rencontres Européennes du Social

DU 12 AU 15 DÉCEMBRE 2018

au CNAM 292 rue Saint-Martin - 75003 Paris



// – Intention des Rencontres

À l'initiative des CEMÉA France, les rencontres européennes du social sont un espace de réflexion pour produire une analyse partagée sur les phénomènes sociaux en Europe et les conditions pour faire société, un lieu d'échange de pratiques d'intervention sociale. Elles seront aussi un espace d'élaboration de propositions argumentées, alternatives aux politiques européennes libérales et aux replis nationaux.

Ces rencontres réuniront des acteurs, actrices, qui partagent des valeurs et une même conception de l'intervention sociale. Celle-ci doit participer à la transformation de la société en influençant les rapports de force et de pouvoir, les modes d'organisation, les libertés individuelles et collectives pour plus de justice sociale. Cette dimension politique du travail social pose également la question du modèle de société que nous souhaitons promouvoir. Cette approche du travail social quotidien revendique une dimension collective, d'entraide, de solidarité, et de citoyenneté. Ainsi elle combat les assignations enfermantes, les déterminismes sociaux, les rapports de domination par la classe, le sexe et les approches sociologiques de racialisation.

À la veille des élections européennes de 2019, osons, tentons des propositions pour défendre ensemble des principes et des orientations en matière sociale et sociétale !

Avec le soutien de :

le cnam



A l'initiative de :



// – Contexte européen

Deux éléments caractérisent globalement les politiques des pays de l'union européenne.

L'avènement de politiques économiques libérales, qui ont pour conséquence une vague d'austérité forte limitant ainsi les services publics et favorisant parallèlement le recours au privé. Ces choix économiques fragilisent également l'accès au travail et aux droits sociaux à travers une plus grande flexibilité (renforcement des temps partiels, etc.) et une précarisation plus forte (baisse des salaires, limitation de la protection sociale, etc.)

La montée de projets politiques réactionnaires et d'extrême droite proposant le repli national sécuritaire au détriment du projet européen. Cette absence d'ambitions partagées a de fait de fortes conséquences : par exemple, absence d'une véritable politique d'accueil des migrant.e.s, mais aussi sur les droits des femmes (droit à l'avortement, égalité salariale, etc.).

Dans le champ social, ces politiques se traduisent notamment de la manière suivante : marchandisation du secteur social (recours aux fonds privés et segmentation de marché à travers les appels d'offres, mise en concurrence des acteurs sociaux), développement de la bureaucratiation, de la technicisation et de l'expertise de l'intervention sociale, au dépend de la relation et de l'accompagnement, renforcement d'une approche managériale du champ de l'intervention sociale

Face à cette situation, l'Union Européenne semble incapable d'imposer un projet social commun, protecteur des populations vivant en Europe. Le vote d'un pilier

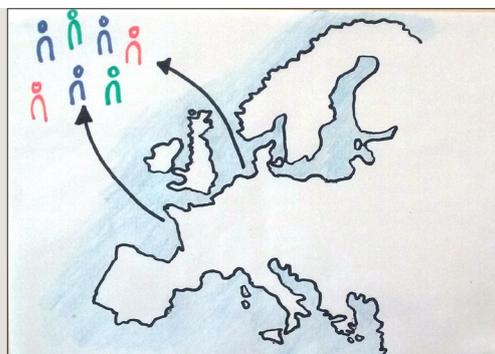
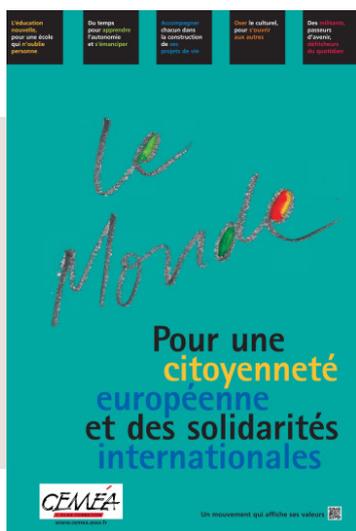
sur les droits sociaux européens non contraignant, axé essentiellement sur l'employabilité est révélateur d'une conception libérale de la société. Ce vote est cependant une première étape que la société civile doit saisir pour enclencher ce mouvement de progrès et transformation social.es en revendiquant des droits communs pour l'ensemble des habitants de l'Union Européenne.

Ainsi, à la veille des élections européennes de 2019, ces rencontres nous situent dans une proposition d'élaboration d'alternatives pour changer la donne. Osons, tentons des propositions ensemble en nous situant en responsabilité des sujets sur lesquels nous sommes impliqués.

C'est dans cette philosophie de projet que nous portons ces rencontres à plusieurs : **Les Ceméa France, la Fédération Internationale des Ceméa, Solidar, Erasme, Ceméa Wallonie Bruxelles.**

Ces rencontres européennes du social permettront ainsi de :

- croiser les approches intellectuelles (philosophiques, psychologiques, sociologiques, architecturales, artistiques), dans une perspective pluridisciplinaire ;
- croiser les différentes approches européennes et analyser l'impact des politiques européennes et/ou l'absence de cohérence politique ;
- croiser les formes de création de la pensée.



// – Les grandes thématiques et enjeux à partager

Si de nombreuses thématiques peuvent être mises en avant dans ces rencontres, il nous apparaît prioritairement nécessaire de tenter de répondre à quelques questionnements forts liés au contexte socio-économique décrit précédemment :

- Dans un contexte de dépendance renforcée, comment les associations peuvent-elles interpeller les États et leurs institutions sur les conséquences de leurs choix économiques, sociaux, éducatifs en somme politiques ? Ne doivent-elles pas être force de résistances, d'autres alternatives, d'autres voies citoyennes ? Quelles capacités de contre-pouvoir ?

En effet, le secteur de l'intervention sociale est devenu un sous-traitant des missions d'États quelque peu en déshérence, missions d'États qui ne régulent plus l'économie et ne parviennent plus ou ne souhaitent plus amener les éléments correcteurs de politique sociale qui étaient apportés il y a encore une trentaine d'années. Les associations sont alors en situation fragile, par rapport à un système de financement qui peut s'arrêter selon l'évaluation des programmes, les appels à projets, la compétition entre les porteurs de projets. Ces modèles viennent remettre en cause le sens même de l'intervention sociale, la positionnant dans le champ de la concurrence et de la performance économique. Le processus de marchandisation renforce les inégalités sociales.

- Comment introduire la dimension politique du travail social dans les formations des éducateur.rice.s et quelles formations, références et cultures dans le domaine de l'intervention sociale mettons-nous en œuvre pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales ?

Nous pouvons en effet, constater que les modèles de formation et la définition du travail social sont très dif-

férents en fonction des pays. On peut par ailleurs faire le constat d'un réel éloignement entre les décideurs politiques et les acteur.rice.s de terrain. La société civile européenne tente d'émerger et de prendre une place, mais il y a encore aujourd'hui peu de convergence des luttes et des actions pour tenter de trouver des solutions pour favoriser l'accès aux droits et la construction de politiques sociales qui ne doivent pas être des politiques correctives imposées par les institutions. L'intervention sociale ne doit pas être un agent de la paix sociale d'une société qui exclue une partie de ses membres en menant des projets d'insertion sociale et en privilégiant le curatif. Nous pensons qu'il est nécessaire qu'elle traite également la dimension de transformation sociale, de renversement des rapports de pouvoir. C'est donc bien dans cette dynamique qu'il faut interroger la formation et l'action des travailleur.euse.s sociaux.ales.

- Quelle place peut/doit-on donner aux habitant.e.s, aux citoyen.ne.s, aux usagers des services publics, aux patient.e.s des hôpitaux, etc., pour participer à la création collective de projets et de solutions ? De quelle manière la dimension collective, dans les préoccupations sociales peut-elle être un levier de la transformation sociale ?

Nous constatons aujourd'hui que l'individualisation des parcours et la responsabilisation des personnes sur leur situation deviennent la norme dans l'intervention et l'action sociale. Il nous apparaît pourtant que la dimension collective est un levier pour favoriser la transformation sociale, afin que les publics les plus en situation de fragilité ne soient plus considérés comme les réceptacles des politiques publiques et des sommes de difficultés qu'il faut corriger mais bien des acteurs. Comment réintroduire l'idée que toutes les citoyen.ne.s sont des sujets de droits et non des « assisté.e.s » du système ?



// – Le comité d'organisation de ces Rencontres

Ce comité d'organisation est composé de membres ayant une expérience significative dans leur pays et au niveau européen dans le champ de l'intervention sociale et les politiques sociales. Ils partagent des positionnements et une volonté de proposer des alternatives.

Nous défendons une intervention sociale basée sur :

- la primauté de l'éducatif et du soin sur le contrôle social répressif.
- une approche globale de la personne
- une perspective émancipatrice et non caritative
- une collaboration effective entre les structures et les citoyens pour un renforcement de l'accès aux droits sociaux.

- **CEMÉA France** : un réseau d'associations locales et un mouvement d'Éducation nouvelle, agissant par la formation, des militant.e.s inscrit.e.s dans le champ du social (formations en travail social, animation sociale, insertion) et des projets interculturels.

- **CEMÉA Wallonie Bruxelles**

Mouvement d'Éducation Nouvelle, les Ceméa en Belgique combinent une Organisation de Jeunesse et une Association d'Éducation Permanente reconnues par la Fédération Wallonie-Bruxelles, Direction Générale de la Culture. Organisme de formation, d'animation et de conseil, les Ceméa proposent des formations ancrées dans l'éducation populaire qui permettent aux intervenant.e.s de différents milieux de réfléchir de manière décloisonnée au sens de l'action et au rôle de l'éducation dans notre société. Ces formations encouragent les personnes à se forger un regard critique et contribuent au développement du pouvoir d'agir, individuel et collectif, sur la société pour qu'elle devienne plus juste, plus démocratique et plus solidaire.

Les Ceméa Belgique sont investis particulièrement sur la promotion de l'éducation permanente comme vecteur d'émancipation et la lutte contre la marchandisation de biens communs.

- **L'Association ERASME** - Membre associé des Ceméa, souhaite prendre place comme acteur associatif dans les enjeux qui traversent les politiques sociales, en proposant des réponses aux publics visés et en œuvrant dans le champ de la formation. Elle regroupe des acteurs professionnels et des bénévoles, individus et organismes, engagés dans les champs de l'action sociale tels que : l'enseignement, la formation professionnelle des acteurs du social, l'action éducative dans les quartiers, l'animation culturelle et sociale, la psychiatrie de secteur, mais aussi la gestion d'entreprises de production.

- **La FICEMEA** : La Fédération internationale des Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (Ficeméa) regroupe une quarantaine d'associations avec une implantation territoriale en Europe, Amérique du Sud, Afrique, Océan indien. La Fédération travaille depuis 60 ans pour la promotion de l'Éducation nouvelle dans une volonté de transformation des pratiques éducatives et sociales.

- **La Fondation SOLIDAR** : plateforme de coopération de SOLIDAR, réseau européen d'ONG œuvrant pour la promotion de la justice sociale en Europe et dans le monde. SOLIDAR réunit 60 membres, organisations basées dans 25 Etats membres de l'UE et dans six autres pays. Elles travaillent ensemble sur les affaires sociales, la coopération internationale et l'apprentissage tout au long de la vie. À travers ses organisations membres et partenaires, la Fondation SOLIDAR engage les citoyens dans les processus décisionnels de l'UE et transmet leurs préoccupations aux institutions de l'UE en menant des activités de lobbying, de gestion et de coordination de projets, de suivi des politiques, de recherche et de sensibilisation.



\\ – Avec des partenaires européens et internationaux

Cet événement est le reflet de notre volonté de co-construire et de proposer des approches complémentaires. Il n'a de sens que s'il permet de partir des expériences d'acteur.rice.s engagé.e.s dans le champ de l'intervention sociale et de l'éducation. Ces rencontres seront donc l'occasion de partager les analyses de quelques partenaires européens et internationaux tels que :

Agiantza

C'est une ONG espagnole à but non lucratif, qui opère dans le Pays Basque depuis 1991. Elle dispose d'une grande expérience dans le champ de la formation ainsi qu'une connaissance et expérience des publics en grande précarité. En effet, l'objectif est de faciliter l'emploi des personnes défavorisées, dans une perspective d'intégration durable. L'association forme les jeunes animateurs et travailleurs sociaux et travaille avec les Ceméa depuis 2014.

Café Nova (partenaire pressenti)

Café Nova NEW HAMBURG travaille depuis 2014 dans un projet de coopération entre le Deutsches Schauspielhaus Hamburg et le Lutheran Church District Hamburg-Ost ainsi que la communauté ecclésiale locale dans et avec le district de Veddel.

Il crée des événements culturels, gastronomiques et sociaux et sont donc activement visités par un public diversifié. Ce travail a créé et continue de créer un lieu caractérisé par la chaleur, la confiance, l'hospitalité et les rencontres imprévisibles. Café Nova cherche avant tout à donner la parole et la capacité d'agir aux personnes habitantes dans le quartier à travers des actions de mixité sociale (ex les cours de langues donné par des réfugiés).

Le Clube Intercultural Europeu

Le Clube est une association culturelle sans but lucratif, fondée en 1998. Elle s'intéresse particulièrement aux questions éducatives, liées à la formation et à la citoyenneté. Elle mène des actions en rapport avec la sociabilité et le lien social dans le cadre de nos sociétés modernes.

Dock Europe

Cette association allemande, basée à Hambourg travaille dans les champs de l'éducation populaire, de la formation continue et du travail social. Elle vise la promotion de la mobilité comme méthode d'apprentissage ainsi que l'inclusion des problématiques interculturelles dans les formations pour jeunes et pour adultes. Son objectif est de développer des actions pédagogiques et sociales prenant en compte la diversité linguistique et culturelle inhérente aux sociétés qui constituent l'Europe et au sein desquelles nous vivons. Forte d'une expérience de treize ans, dock Europe se situe au cœur d'un réseau international et plus particulièrement européen d'institutions, d'associations, de professionnels, d'étudiants, d'apprentis et de militants. Elle offre ainsi une riche plateforme, ancrée localement, de compétences, d'expériences et de ressources à l'interface du travail social et de la construction européenne.

FIT CEMEA

La FIT CEMEA (fédération italienne des CEMÉA) a été créée en 1950 et regroupe des associations et des coopératives CEMEA de différentes régions d'Italie. La FITce-mea essaie de développer des activités de formation et d'éducation qui vont dans le sens d'une citoyenneté active et solidaire et non charitable, qui permet aux adultes, aux jeunes, aux enfants et à leurs éducateurs d'être des acteurs conscients des choix qui les concernent et du monde qui les entoure, de contribuer à son évolution, dans une perspective de progrès individuel et social.

Association Graine de Paix

Graine de paix est une organisation algérienne locale, à but non lucratif créée pour mettre en place des dispositifs de préventions de la violence, des projets d'éducation pour la paix et d'échanges interculturels.

GWA : Gemeinwesenarbeit / Kulturarbiet / Sozialarbeit (partenaire pressenti)

Dans le cadre de leur centre social de quartier de Sankt Pauli, à Hambourg, les travailleurs sociaux appuient



leurs interventions sur les intérêts des habitants du quartier, l'un des plus peuplés et des plus pauvres de la ville. Le travail culturel, le travail social et le travail communautaire sont les trois piliers de GWA. Leur action repose sur une stratégie de mobilisation sociale, qui consiste à privilégier le collectif sur l'individu en s'appuyant sur les méthodes des sciences sociales, de l'économie, de la psychologie et des sciences politiques. GWA s'inscrit dans une démarche d'émancipation par l'action des gens, à partir de l'échange et de la compréhension collective des situations vécues.

Scuole Migranti (partenaire pressenti)

Cette organisation rassemble des associations qui enseignent gratuitement la L2 italienne aux migrants adultes et aux enfants de Rome et de la région. Le Réseau est soutenu par le Cesv (association de volontaires).

\\ – Construire des rencontres porteuses d'un message

Les 3 jours de rencontres à Paris seront le temps principal de notre réflexion pour construire des propositions argumentées à destination notamment des élu.e.s ou des candidat.e.s aux élections européennes. Pour favoriser l'émulation collective, une démarche sera mise en œuvre dès septembre. À partir des différentes thématiques proposées au débat, il s'agira de proposer quelques éléments

construits (des interviews vidéo de différents acteur.rice.s engagés dans les questions sociales) qui amèneront les participant.e.s à se mettre dans une dynamique réflexive avec leurs propres pratiques : quel regard sur les politiques sociales nationales et européennes, quelles orientations souhaitables ?

\\ – Les participant.e.s aux Rencontres

Afin de permettre ce croisement d'approches et d'analyse, il s'agit de favoriser une ouverture large de cet événement. Ainsi ce sont près de 150 personnes, provenant de différents horizons professionnels et militants, de France et d'autres pays européens du bassin méditerranéen qui seront invitées à venir travailler à Paris. Afin de permettre le croisement des regards, ces acteur.rice.s engagé.e.s seront issu.e.s de tous les champs de l'intervention sociale et de l'éducation : travail social, santé mentale, éducation, animation socio-culturelle, recherche, création, milieu associatif, et tiers secteur.

Par ailleurs, réfléchir et penser le modèle social européen ne peut se faire, sans la participation des personnes et usagers concernés par les politiques sociales mises en œuvre. Les RES favoriseront par conséquent la venue de ces personnes, afin qu'elles puissent partager leurs expériences, apporter leurs compétences et participer à la construction collective de propositions.



Ouverture des inscriptions à compter du 10 octobre 2018

<http://framaforms.org/rencontres-europeennes-du-social-du-12-au-15-decembre-2018-1538467956>